

## Le « problème anglophone » au Cameroun dans les années 1990

**D**EPUIS peu, le « problème anglophone » est devenu un problème crucial pour l'État camerounais postcolonial soucieux de forger un État-nation stabilisé.

Ce problème remonte à 1961 quand les élites politiques de deux territoires avec des legs coloniaux différents — l'un français et l'autre britannique — sont tombés d'accord pour former un État fédéral. Contrairement aux attentes des anglophones, le fédéralisme n'a pas permis une parité stricte pour ce qui concerne leur héritage culturel et ce qu'ils considèrent comme leur identité d'anglophone. Il s'est révélé n'être qu'une phase transitoire de l'intégration totale de la région anglophone dans un État unitaire fortement centralisé. Cette situation a graduellement favorisé une prise de conscience anglophone fondée sur le sentiment d'être « marginalisé », « exploité » et « assimilé » par un État dominé par les francophones. Avec le processus de libéralisation politique des années 1990, une partie de l'élite anglophone s'organise pour protester contre sa prétendue position subordonnée et demander une plus grande autonomie en réclamant d'abord le retour à l'État fédéral et en adoptant ensuite des positions sécessionnistes devant le refus du régime de discuter d'une réforme constitutionnelle. Elle a par ailleurs essayé d'obtenir une reconnaissance internationale en se présentant comme une minorité opprimée dont le territoire a été « annexé ».

En réponse à ce défi, le gouvernement de M. Biya a minimisé, voire nié le « problème anglophone ». Il a cherché à diviser l'élite anglophone en rémunérant des alliés, en leur attribuant des postes prestigieux et en réprimant ouvertement les « activités sécessionnistes ».

## L'apparition et le développement du « problème anglophone »

Né de la réunification du Southern Cameroons sous mandat britannique et de la république du Cameroun sous tutelle française, suite au référendum de 1961 organisé par les Nations unies, l'État fédéral (1) s'est révélé très vite une réalité virtuelle (2). La constitution d'une fédération très centralisée fut imposée par Ahmadou Ahidjo, Premier ministre de la partie francophone du pays, à John Ngu Foncha, son partenaire anglophone à la conférence de Foumban en juillet 1961.

L'unification de mai 1972, obtenue sans surprise par référendum, accéléra cette évolution laissant les anglophones frustrés en raison de leur perception de leur marginalisation politique, de la faiblesse de la mise en valeur des ressources à leur profit, en particulier le pétrole, et des tentatives de « francisation » (3). Cela s'accompagne d'une perte d'hégémonie de l'élite côtière de la province du Sud-Ouest au profit de celle des Grassfields du Bamenda (Nord-Ouest), accaparant les postes et les meilleures terres de la région du mont Cameroun (4) provoquant un fort ressentiment (5) contre eux.

La division des anglophones et un système répressif redoutable n'ont pas permis l'expression de ces frustrations jusqu'en 1982. En 1983, le gouvernement de M. Biya a donné l'ordre de modifier le GCE (General Certificate of Education) en y incluant le français comme matière obligatoire sans que l'anglais ne le soit pour le baccalauréat francophone. Cette décision a déclenché une grève des étudiants anglophones. En 1984, le régime Biya est revenu sur l'expression « République du Cameroun », nom du Cameroun français indépendant avant la réunification, pour désigner officiellement la nation entraînant des protestations de l'élite anglophone. En 1985, un important avocat anglophone, Fon Gorji Dinka, a été arrêté après avoir déclaré anticonstitutionnel le régime Biya et appelé à l'indépendance le Southern Cameroons, rebaptisé République d'Ambazonie. La même année, les élites anglophones ont souligné dans plusieurs documents la mise à l'écart de l'élite anglophone du pouvoir politique (6).

(1) Au sujet de l'État fédéral, voir, par exemple, W.R. Johnson, *The Cameroon Federation: Political Integration in a Fragmentary State*, Princeton, Princeton University Press, 1970 ; V.T. Le Vine, *The Cameroon Federal Republic*, Ithaca, Cornell University Press, 1971 ; et J. Benjamin, *Les Camerounais occidentaux : la minorité dans un État bicommunautaire*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1972.

(2) Cf. F. Stark, « Federalism in Cameroon : The Shadow and the Reality », *Canadian Journal of African Studies*, 10 (3), 1976, pp. 423-442.

(3) Au sujet des nombreuses plaintes des anglophones, voir la déclaration de Buéa dans *Politique africaine*, 51, 1993, pp. 140-151.

(4) Voir G. Courade, « Marginalité volontaire ou imposée ? Le cas des Bakweri (Kpé) du mont Cameroun », *Cah. ORSTOM Sci. Hum.*, 18 (3), pp. 357-388.

(5) Voir N. Kofele-Kale (dir.), *Tribesmen and Patriots : Political culture in a Poly-ethnic African State*, Washington DC, University Press of America, 1981.

(6) Ces documents peuvent être trouvés dans A.W. Mukong, *The Case of the Southern Cameroons*, CAMFECO, 1990.

A la fin des années 1980, la monopolisation croissante du pouvoir économique et politique par l'élite bété, l'ethnie du président, et les effets de la crise économique et des PAS (programmes d'ajustement structurel) ont alimenté la frustration des anglophones. En août 1991, 37 des 47 préfets, les trois quarts des directeurs et responsables des compagnies para-étatiques du pays et 22 des 38 hauts fonctionnaires nommés au cabinet du Premier ministre, étaient des Bété (7). Les anglophones sont enclins à attribuer la crise à la corruption et à la mauvaise gestion du régime Biya. Ils prétendent que les revenus provenant des ressources pétrolières sont plutôt utilisés par l'État dominé par les francophones pour « remplir les ventres » de ses alliés ou pour stimuler l'économie de la région francophone. La SONARA, la raffinerie de pétrole située à proximité de Limbe, continue à être dirigée par un francophone et est pourvue d'un personnel francophone. Le Cameroun anglophone craint aussi que ses principales entreprises, en particulier la CDC (Cameroon Development Corporation) et la PAMOL, soient liquidées ou vendues à des francophones pendant la crise économique et sous l'effet des PAS (8).

### **L'escalade des revendications anglophones à la faveur de la libéralisation politique**

La frustration anglophone face à un État camerounais dominé par les francophones explique l'émergence du principal parti d'opposition dans cette zone, le SDF (Social Democratic Front), fondé en 1990 à Bamenda. Son président, John Fru Ndi, libraire, a acquis une grande popularité parmi la population urbaine en raison de son courage et de son style populiste. Le 26 mai 1990, son retentissant rassemblement inaugural s'est terminé par la mort de six jeunes anglophones, tués par l'armée. Les médias officiels, les membres du gouvernement et du parti au pouvoir, ont faussé les faits, dégage leur responsabilité et condamné les anglophones, choquant ces derniers. Le 9 juin 1990, l'architecte anglophone de l'État fédéral, John Ngu Foncha, a démissionné de son poste de Premier vice-président du RDPC. Dans sa lettre de démission, il déclare :

*« The Anglophone Cameroonians who I brought into Union have been ridiculed and referred to as "les Biafrais", les "enne-*

(7) J. Takougang, « The Demise of Biya's New Deal in Cameroon, 1982-1992 », *Africa Insight*, 23 (2), 1993, pp. 91-101.

(8) Voir P. Konings, « Agro-Industry and Regionalism in the South-West Province of

Cameroon during the National Economic and Political Crisis », communication présentée au séminaire « Regional Balance and National Integration in Cameroon : lessons learnt and the future », Yaoundé, 16-18 octobre 1995.

*mis dans la maison”, “les traîtres”, etc., and the constitutional provisions which protected this anglophone minority have been suppressed, their voice drowned while the rule of the gun replaced the dialogue which the Anglophones cherish very much » (9).*

Le SDF a étendu très vite son influence de la province du Nord-Ouest à la province du Sud-Ouest tout en restant plus populaire dans sa province d'origine en raison des préventions des côtiers contre la domination des natifs des Grassfields dans leur territoire.

Le SDF transforma la région anglophone en foyer de rébellion ouverte en organisant plusieurs confrontations avec le pouvoir, en particulier pendant l'opération « villes mortes » de 1991. Son candidat, John Fru Ndi a obtenu lors des élections présidentielles de 1992 respectivement 86,3 % et 51,6 % des suffrages exprimés dans les provinces du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Sa défaite dans ces élections frauduleuses fut une expérience traumatisante pour le Cameroun anglophone. Après les élections, de violentes protestations eurent lieu à Bamenda et dans le Nord-Ouest contre « le vol de la victoire du Chairman » conduisant le régime à proclamer l'état d'urgence, dans cette province pendant trois mois et à assigner à résidence John Fru Ndi. Alors que les États-Unis, l'Allemagne et l'Union européenne dénonçaient le truquage des élections et l'état d'urgence, et menaçaient d'abandonner leurs programmes d'aide pour obtenir le retour au processus démocratique, la France a soutenu officiellement le régime Biya mieux à même de protéger ses intérêts au Cameroun que l'anglophone John Fru Ndi.

Bien que le SDF et John Fru Ndi aient puissamment contribué à forger la conscience anglophone, ce parti s'est de plus en plus présenté comme un parti « national » plutôt qu'« anglophone » avec de nombreux adhérents dans l'Ouest et le Littoral francophones. Cela l'a amené à adopter une attitude ambivalente sur le retour au fédéralisme. Si la « décentralisation » figurait au centre des débats au congrès de Bafoussam en 1993, John Fru Ndi n'a pas prononcé le mot de « fédéralisme » dans son discours de président (10). Le parti a laissé toutefois ses adhérents appartenir à des groupes militants pour ce projet. Cette position semble cependant préjudiciable à son ancrage anglophone.

La libéralisation politique de 1990 a permis la création de plusieurs associations et groupes de pression plus agressifs sur la question comme le FWCM (Free West Cameroon Movement) et le Ambazonia Movement de Fon Gorji Dinka, qui prônent la sécession. Les groupes majoritaires du CAM (Cameroon Anglophone

(9) Lettre de démission du Dr J.N. Foncha du RDPC, reproduite par A.W. Mukong (dir.), *The case for the Southern Cameroons*, op. cit., p. 155.

(10) Voir M. Krieger, « Cameroon's Democratic Crossroads, 1990-1994 », *The Journal of Modern African Studies*, 32 (4), 1994, pp. 605-628.

Movement) et du AAC (All Anglophone Congress) s'en tiennent toutefois au retour à l'État fédéral. D'autres associations pro-fédéralistes ont obtenu en 1993, la création d'un conseil national du General Certificate of Education. C'est une importante victoire après dix années de lutte face aux efforts de Yaoundé pour faire disparaître cet examen typiquement britannique.

Ces groupes de pression ont régulièrement organisé des manifestations, grèves et boycottages pour faire progresser leurs revendications et ont eu un certain écho. Ces actions de sensibilisation ont eu pour cible les discours, mythes et symboles de l'État unitaire comme la fête de l'unification du 20 mai ou le « jour de la révolution glorieuse de 1972 » déclaré « jour de deuil ». Elles ont, par ailleurs, tenté d'introduire des commémorations alternatives aussitôt réprimées comme celle du « jour de l'indépendance » le 1<sup>er</sup> octobre.

Toujours dans l'ordre de la bataille symbolique, beaucoup commencent à se référer au « *Southern Cameroons* ». Ils prétendent que l'Union entre les deux parties du Cameroun ne repose sur aucune base constitutionnelle, la procédure de révision de la Constitution fédérale n'ayant pas été respectée par Ahidjo (11) si bien que le Cameroun anglophone se trouverait toujours sous tutelle. En conséquence, les Nations unies devraient condamner son annexion par la République du Cameroun. L'usage du terme « *Southern Cameroons* » présenterait l'avantage de jeter les bases historiques et géographiques de l'identité anglophone. La définition de la nationalité par la résidence serait insuffisante pour définir la qualité de « *Southern Cameroonians* » sans la combiner avec l'appartenance à des groupes ethniques considérés comme « *natives* » dans une région où ceux-ci ont été chassés ou parqués dans des réserves et où les allochtones bamenda, bamiléké, nigériens et d'outre-Moungo sont majoritaires. Dans cette hypothèse, les immigrants d'origine ethnique francophone seraient exclus de la citoyenneté du Southern Cameroons, alors qu'ils peuvent être plus anglophones au sens culturel et linguistique du terme que bien des Camerounais occidentaux, parce que nés et éduqués dans cette région (12).

Un défi majeur a été lancé à Yaoundé en 1993, quand les élites et associations anglophones se sont regroupées au sein d'un même groupe de pression, la AAC. Sa constitution est issue d'une proposition de débat national sur la réforme constitutionnelle annon-

(11) Voir All Anglophone Conference, The Buea Declaration, *op. cit.*, pp. 11-13. Pour une critique, voir A.-D. Olinga, « La "Question anglophone" dans le Cameroun d'aujourd'hui », *Revue juridique et Politique*, 3, 1994, pp. 292-308.

(12) L. Sindjoun, « Rente identitaire, politique d'affection et crise de l'équilibre des

tensions au Cameroun », article à paraître dans *Africa Development*, 2, 1996. Pour apprécier l'enchevêtrement ethnique propre à la région du mont Cameroun, voir la carte ethnique établie par G. Courade en 1971 dans *L'Atlas régional Ouest 1*, 1973, Yaoundé-Paris, ORSTOM.

cée le 25 mars 1993. Du 2 au 3 avril 1993, plus de 5 000 membres de l'élite anglophone se sont rencontrés à Buéa. Cet « All Anglophone Congress » avait pour but « *d'adopter une position anglophone commune au sujet de la réforme constitutionnelle et d'étudier des questions relatives à leur développement social, à leur territoire et à celui de tout le Cameroun* » (13). L'élite du Nord-Ouest avait laissé le leadership de l'AAC à celle du Sud-Ouest dans le but de favoriser l'unité de l'élite anglophone. Publiée à la fin de cette conférence, la « Déclaration de Buéa » expose les nombreuses doléances des anglophones au sujet de la domination francophone et en appelle à un retour de l'État fédéral. La déclaration compare francophones et anglophones en termes simplistes : les méchants francophones sont solidaires pour opprimer les pauvres anglophones pacifiques, ouverts au dialogue et soucieux de liberté. Cette approche démagogique veut souligner le fossé « insurmontable » entre les deux groupes empêchant leur cohabitation dans un État unitaire et justifie les demandes d'autonomie et de retour à l'État fédéral. Efficace pour mobiliser les anglophones, cette manière de voir constitue un obstacle sérieux à toute sympathie francophone pour la cause des anglophones et ne prend pas en compte les liens ethniques variés entre anglophones et francophones.

L'AAC a créé un « Anglophone Standing Committee » de 65 membres. Le 16 mai 1993, ce comité a soumis un avant-projet de Constitution fédérale au comité technique de la réforme constitutionnelle. La proposition demandait une large autonomie politique, financière et fiscale pour les deux États fédérés et pour les provinces et départements de chaque État dans le cadre d'une séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Elle suggérait la création d'un Sénat et d'une Assemblée nationale au niveau fédéral, d'une Chambre des chefs et des représentants au niveau de chacun des États de la fédération. Elle proposait une alternance à la présidence de la République fédérale et de l'État fédéré anglophone.

Face au refus persistant du gouvernement de discuter de ces propositions, le CAM, une des plus importantes associations affiliées à l'AAC, s'est prononcé pour l'indépendance totale du Southern Cameroons, le 3 décembre 1993, position qui semble avoir été entérinée par la deuxième conférence anglophone organisée à Bamenda du 29 avril au 2 mai 1994. Celle-ci déclare que si le gouvernement « *persiste dans son refus d'engager des réformes constitutionnelles substantielles ou ne les réalise pas dans un laps de temps raisonnable* », elle proclamera « *l'indépendance du Southern Cameroons, en prenant toutes les mesures nécessaires afin de défendre et de préserver la souveraineté et l'intégrité territoriale de celui-ci* ».

(13) All Anglophone Congress, *The Buea Declaration*, *op. cit.*, p. 8.

L'Anglophone Standing Committee et le SCPC (Southern Cameroon's Peoples Conference), nouvelle appellation de l'AAC, ont entrepris des efforts considérables pour mobiliser la communauté anglophone en faveur de la création d'un État fédéral ou du Southern Cameroons indépendant. Ils se sont aussi lancés dans une offensive diplomatique afin de pouvoir bénéficier de soutiens internationaux au sein des Nations unies et du Commonwealth. Des délégations ont été envoyées à New York pour protester contre « *l'annexion de son ancien territoire de tutelle, le Southern Cameroons* » et mobiliser les États anglophones en faveur de leurs thèses. La participation de John Ngu Foncha et de Salomon Tandeng Muna à ces missions a été interprétée comme la preuve de l'échec de l'Union entre les deux Camerouns et a donné un certain crédit aux délégations dans la mesure où ils furent les bâtisseurs de l'État fédéral unitaire. Si ces démarches auprès des Nations unies n'ont été suivies d'aucun résultat tangible, elles ont néanmoins donné une large publicité à la cause anglophone tout en discréditant le régime Biya.

Les groupes de pression anglophones ont aussi tenté tout leur possible pour faire entrer le Southern Cameroons au Commonwealth, au détriment de la République du Cameroun. Pour eux, seul le Southern Cameroons réunissait les conditions historiques et linguistiques requises pour l'admission. Après une demande d'admission en 1989, le gouvernement Biya a reçu en juin 1993 le secrétaire général de l'organisation, chief Emeka Anyaoku, venu vérifier si la République du Cameroun remplissait toutes les conditions d'admission. Bien qu'invité officiellement par le gouvernement, Anyaoku a été pratiquement « pris en otage » par les groupes de pression anglophones qui ont réussi à lui soumettre leurs demandes.

Au sommet du Commonwealth de Chypre en octobre 1993, l'admission du Cameroun a encore été différée, le pays ne respectant pas les critères préalables, l'établissement d'un système démocratique, une « good governance » et le respect des droits de l'homme. L'Anglophone Standing Committee a pu faire pression sur les délégations en leur expliquant l'oppression subie par la minorité anglophone sous le gouvernement Biya.

Bien que le Cameroun n'ait pas fait de grands progrès sur le plan démocratique en deux années, le pays a néanmoins été admis au Commonwealth le 1<sup>er</sup> novembre 1995. La Grande-Bretagne, bien que sympathisante de la cause anglophone, a voté pour l'admission estimant que ceci obligerait le régime Biya à être « plus convenable » politiquement, opinion partagée par le leader du SDF, John Fru Ndi. Au sommet du Commonwealth en Nouvelle-Zélande, en novembre 1995, la délégation anglophone a plaidé en faveur d'un référendum d'indépendance pour le Southern Cameroons, du style de celui du Québec, et déposé une requête pour une admission sépa-

rée du Southern Cameroons au Commonwealth, ce qui a peu de chance d'aboutir.

Le moindre soutien français au régime Biya, l'ouverture d'un dialogue avec la communauté anglophone constituent toutefois des signes encourageants pour le mouvement anglophone. La France a massivement soutenu le gouvernement Biya pendant la crise économique et politique. La pérennité de ce soutien s'explique par l'apparente concentration de l'opposition organisée autour d'un noyau dur anglophone, le ressentiment de John Fru Ndi vis-à-vis du néo-colonialisme français et sa position pro-américaine. Depuis un certain temps toutefois, elle s'est montrée « préoccupée » par la lenteur des réformes économiques et politiques du régime Biya. Quelques mois après sa prise officielle de fonction en 1993, Gilles Vidal, le nouvel ambassadeur de France au Cameroun, s'est rendu à Buéa et à Bamenda pour discuter avec des responsables anglophones, y compris l'ancien vice-président du Cameroun, John Ngu Foncha. En octobre 1993, il a rencontré les membres de l'Anglophone Standing Committee pour se familiariser avec les objectifs de l'AAC. La décision du nouveau président français de laisser le Cameroun à l'écart de sa tournée en Afrique est interprétée comme un signe de défiance à l'endroit d'un régime trop lent dans ses réformes et qui a laissé se développer la corruption à grande échelle.

Le comité exécutif anglophone a choisi la date du 1<sup>er</sup> octobre 1996 comme date de la déclaration d'indépendance du Southern Cameroons. Comme il est très peu probable qu'un Southern Cameroons indépendant obtienne une reconnaissance internationale, le comité espère que son offensive diplomatique aura au moins provoqué une prise de conscience internationale à tel point qu'une intervention militaire serait rendue difficile après la déclaration d'indépendance. N'excluant pas « une guerre étendue », il songe à la création d'une « force défensive » du Southern Cameroons...

### **Le régime Biya et le « problème anglophone » : temporiser, diviser, récompenser et réprimer**

---

Le gouvernement de M. Biya a préféré ignorer le problème, diviser les anglophones et accuser le mouvement anglophone de rechercher la sécession de la région suite à la déclaration de Bamenda de 1994.

Il a minimisé la division anglophone-francophone en rappelant la période unitaire de la colonie allemande et le caractère officiel du bilinguisme et du multi-culturalisme. Il explique que l'État unitaire résultait d'un vote massif et libre du peuple camerounais en 1972. Il maintient qu'un État fédéral serait trop coûteux et encouragerait les sentiments ethno-régionalistes. Assimilant fédéralisme et



sécession, il tente de discréditer les arguments anglophones. Il semble cependant prêt à concéder un certain degré de décentralisation sur la base des dix provinces existantes.

Comme son prédécesseur, le régime actuel a utilisé les contradictions existantes entre élites du Nord-Ouest et du Sud-Ouest pour les diviser en nommant des ressortissants du Sud-Ouest à des positions clés dans leur province. Les alliés anglophones du pouvoir ont condamné les appels « démagogiques et irresponsables » des responsables du mouvement tout en contestant leur qualité de « porte-parole » de la communauté anglophone.

Ainsi, certains représentants de la South West Chiefs' Conference et de la SWELA (South West Elites Association), proches alliés du régime au pouvoir ont tenté de dissocier la province du Sud-Ouest des délibérations de l'AAC et de la déclaration de Buéa.

Les brutalités des forces de l'ordre dans le Sud-Ouest pendant la campagne anti-contrebande de 1993 a divisé la South West Elites Association fondée en 1991 pour promouvoir la province et combattre la domination du Nord-Ouest. Le groupe des « barons » du RDPC, comme Emmanuel Tabi Egbe, Peter Agbo Tabi, Joseph Takem et Ephraim Inoni ainsi que d'importants chefs du Sud-Ouest, comme Endeley ou Mukete militent pour la « *ten-states option* » qui sauvegarderait l'autonomie du Sud-Ouest. En face, un groupe plus critique souhaite une coopération plus étroite entre élites du Sud-Ouest et du Nord-Ouest et soutient fortement la demande d'un retour à l'État fédéral.

Le « problème anglophone » a permis aux partisans du régime d'accéder à des postes gouvernementaux élevés, habituellement réservés aux seuls francophones démentant les accusations de marginalisation des anglophones et renforçant « l'alliance hégémonique ». En 1992, Simon Achidi Achu du Nord-Ouest, et Ephraim Inoni, du Sud-Ouest ont été nommés respectivement Premier ministre et secrétaire général adjoint à la Présidence de la République.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement Biya continue à croire à la stratégie de la répression. En 1993, il a interdit l'organisation de l'AAC n° 1 à l'université de Buéa. En 1994, il a tenté d'empêcher l'organisation de l'AAC n° 2. Les dirigeants des mouvements anglophones ont été harcelés, menacés d'être arrêtés et ne peuvent se déplacer comme ils le souhaitent. La répression a augmenté après la proclamation de l'État indépendant du Southern Cameroons. Les manifestations et réunions du comité exécutif anglophone sont officiellement interdites dans les provinces anglophones. Ce qui n'empêche pas le déroulement de leur campagne de sensibilisation dans les villes de la région.

La volonté manifeste du régime de nier tout « problème anglophone » et sa détermination à défendre l'État unitaire par tous les moyens, pourraient provoquer une escalade des revendications anglo-

phones jusqu'à un point de non-retour. Les morts du 1<sup>er</sup> mars 1996 à Limbé lors de la manifestation organisée contre la nomination des délégués du gouvernement à la place des maires élus, ne sont pas de bon augure.

**Piet Konings**  
*Afrika-Studiecentrum (Leiden)*

*(Traduit par Thomas Weiss, adapté par Georges Courade OCISCA/ORSTOM)*